

Pourquoi la transition écologique fâche-t-elle les campagnes ?

Published: July 19, 2026 11.22am CEST



Un agriculteur prépare le sol de ses champs en vue de semer du blé à Ozouer-le-Doyen, près de Blois, en septembre 2025. Jean-François Monier / AFP



Des gilets jaunes aux mobilisations contre les zones à faibles émissions ou contre les parcs éoliens, un constat s'impose : les politiques climatiques suscitent une opposition particulièrement vive hors des grandes villes. Ce phénomène n'est pas propre à la France, on l'observe dans plusieurs pays européens. Mais d'où vient ce mécontentement ? Et comment y répondre ?

Plusieurs années de recherches m'ont conduit à une conclusion : le mécontentement face aux politiques climatiques naît de la rencontre entre deux dimensions. D'une part, des vulnérabilités structurelles bien réelles. D'autre part, la manière dont elles sont vécues et racontées au quotidien.

Des territoires structurellement plus exposés

La première explication est la plus intuitive et probablement la plus importante : certains territoires concentrent des

Author



Theodore Tallent

Chercheur en science politique au Centre d'Etudes Européennes et de politique comparée, Sciences Po

Disclosure statement

Théodore Tallent a reçu des financements de l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie pour sa thèse.

Partners

SciencesPo

Sciences Po provides funding as a member of The Conversation FR.

[View all partners](#)

DOI

<https://doi.org/10.64628/AAK.uceahhgsr>



We believe in the free flow of information

Republish our articles for free, online or in print, under Creative Commons licence.

[Republish this article](#)

caractéristiques qui les rendent objectivement plus vulnérables aux effets de la transition écologique.

Pour le vérifier, j'ai analysé les réponses de près de 6 000 Français en croisant l'opinion de chaque répondant avec des données fines sur son territoire de résidence : quels emplois y sont présents, quel poids occupe l'industrie dans l'économie locale, combien de kilomètres les habitants parcourent en moyenne chaque jour, ou si la commune dispose encore d'un service public de proximité (comme un bureau de poste) qui réduit les déplacements.

Premier constat : les répondants ruraux vivent dans des territoires nettement plus exposés sur ces trois plans. On y trouve davantage d'emplois dans des secteurs vulnérables à la transition (automobile, métallurgie, chimie, agriculture, etc.), une économie locale plus dépendante d'industries carbonées, et des trajets quotidiens plus longs, dans des communes où les services publics de proximité se sont souvent raréfiés.

Surtout, en croisant ces caractéristiques territoriales avec le soutien exprimé à un ensemble de politiques climatiques (taxe carbone, fin des véhicules thermiques, rénovation énergétique, etc.), on observe que ces variables structurelles sont systématiquement corrélées à un moindre soutien à la transition. Et ce lien reste fort même quand on prend en compte le simple fait d'habiter en zone rurale ou urbaine. Ce qu'on appelle souvent la « fracture urbain-rural » perd alors une grande partie de sa force explicative. Autrement dit, ce n'est pas tant le fait d'habiter « à la campagne » en soi qui nourrit l'opposition aux politiques climatiques, mais le fait de vivre dans un territoire qui cumule ces vulnérabilités très concrètes – emplois menacés, économie locale vulnérable, dépendance à la voiture, services publics absents.

Un dernier élément mérite d'être souligné. Alors que le mécontentement croît à mesure que les distances en voiture s'allongent, ce qui compte pour l'emploi et l'économie locale, c'est lorsque ceux-ci deviennent structurants. En clair, une commune avec un peu d'industrie ne se distingue pas vraiment d'une commune sans industrie du tout. C'est surtout à partir d'un certain niveau de dépendance économique que le soutien aux politiques climatiques chute nettement – notamment lorsque plus de 10 % des actifs travaillent dans des secteurs vulnérables à la transition, ou que les secteurs industriels et de la construction représentent près de 20 % du PIB communal.

Ce que racontent les habitants : « ici, on n’a pas le choix »

Les entretiens approfondis que j’ai menés sur le terrain, en Alsace, en Lorraine et en Bretagne, donnent corps à ces résultats statistiques.

La dépendance à la voiture revient de façon quasi systématique : pour de nombreux habitants, elle n’est pas un choix mais une condition de la vie quotidienne (pour le travail, les courses ou les loisirs), ce qui rend les mesures touchant au coût ou à l’usage de la voiture particulièrement sensibles. Max, jeune ouvrier du bâtiment en Lorraine, résume ainsi la situation à propos de la hausse de la taxe carbone et de la fin programmée des véhicules thermiques :

« La campagne, ça consomme toujours plus en termes de carburant, en termes de déplacement. Parce qu’on vit dans un village, dès qu’on veut aller au magasin, chez le coiffeur, ou ailleurs [...], on doit conduire ou se faire conduire. Alors qu’en ville, on peut presque tout faire à pied, en métro ou en bus. »

Cette contrainte est d’ailleurs souvent mise en regard de la situation des habitants des villes, perçus comme moins exposés aux mêmes coûts et aux mêmes obligations.

À cela s’ajoute la disparition progressive de services et d’infrastructures locales (fermetures de services publics locaux, suppression de lignes de bus ou de train), vécue non comme une fatalité géographique mais comme le résultat de choix politiques passés, ce qui nourrit un sentiment plus large de désengagement de l’État vis-à-vis de ces territoires. Alain, résident d’une commune rurale bretonne, décrit cette situation :

« On n’a pas les infrastructures, on n’a pas l’accès, on n’a pas les moyens de transport, on est mal desservi. Avant, il y avait des lignes partout. Maintenant on n’a plus de lignes de bus. »

Enfin, dans les anciennes régions industrielles en particulier, les craintes économiques dépassent souvent le cercle des personnes directement concernées : beaucoup s’inquiètent des conséquences de la transition sur l’économie locale dans son ensemble, et donc sur l’emploi de leurs proches ou de leur commune, bien plus que sur leur propre situation. Julie, qui évoque les fermetures d’usines possibles liées à la hausse du prix de l’énergie, résume un doute partagé par de nombreux

habitants face aux politiques de fermeture des sites les plus polluants :

« En principe, oui, mais le truc c'est que derrière les usines il y a des gens qui travaillent. Donc est-ce que fermer les usines c'est vraiment le bon plan plutôt que de les aider à changer et à trouver une autre solution ? »

Quand la politique climatique heurte une identité

Si les contraintes matérielles expliquent une grande partie du mécontentement, elles n'expliquent pas tout. Certaines mesures évoquées en entretien (comme la promotion de l'alimentation végétarienne, la densification urbaine ou le développement de l'éolien) suscitent parfois des résistances alors même qu'elles n'imposent, pour la plupart des personnes interrogées, aucun coût économique direct.

C'est ici qu'intervient une deuxième dimension : la manière dont les habitants se représentent leur territoire et ce qui en fait, selon eux, la spécificité. De nombreux enquêtés revendiquent une identité rurale construite en creux par rapport au mode de vie urbain, et cette identité agit comme un filtre à travers lequel les politiques sont jugées – pas seulement selon leur coût, mais selon leur compatibilité avec une certaine manière de vivre. La maison avec jardin, la voiture, ou encore certaines pratiques alimentaires (jardins potagers, échanges entre voisins, barbecue, etc.) renvoient à une idée de l'autonomie et de la liberté ainsi qu'à des habitudes bien ancrées localement.

Des politiques qui s'attaquent frontalement à ces éléments, même sans coût direct (qu'il s'agisse de promouvoir les logements collectifs, l'alimentation bio ou la mobilité électrique), peuvent ainsi être perçues comme une remise en cause de ce mode de vie. Albert, maire d'un village lorrain, raconte la réaction d'un habitant face au terme « bio » :

« Quand on parle de 'bio' à des gens en milieu rural, qui ont toujours eu des jardins potagers – certes pas bio, mais 'naturels' – pour eux c'est un terme qui vient de la ville, des intellectuels, et qui ne vient pas d'eux. C'est un terme étranger. Le terme 'bio' est une dépossession de leur savoir... c'est culturel. »

Le logement individuel et la voiture occupent une place tout aussi centrale dans ces récits de « normalité » rurale, que ce soit

ce que Marie-Jeanne appelle le « culte de la maison individuelle » ou le scepticisme de William, 50 ans, vis-à-vis des voitures électriques pas vraiment perçues comme « une vraie voiture ».

Opposition aux éoliennes, en Moselle, en octobre 2023. Auteur, CC BY

L’attachement au paysage joue un rôle similaire face aux projets d’énergies renouvelables, en particulier lorsque ces installations sont perçues comme bénéficiant avant tout à d’autres territoires, plus urbains. Cédric, directeur d’établissement scolaire en Lorraine, résume ainsi :

« On ne va pas mettre des éoliennes partout dans la campagne pour que les gens à Paris aient de l’électricité. »

Ces deux dimensions ne fonctionnent pas isolément : elles se renforcent mutuellement. Les contraintes matérielles prennent un sens collectif à travers le sentiment d’appartenance à un

territoire, et ce sentiment d'appartenance peut à son tour transformer des politiques en menaces perçues.

Répondre à ce mécontentement est possible et suppose donc d'agir sur les deux fronts à la fois. D'un côté, traiter les vulnérabilités structurelles par des mesures concrètes : accompagnement des secteurs et emplois exposés, compensations financières, maintien ou retour de services et d'infrastructures de proximité. De l'autre, construire un discours et des politiques qui reconnaissent les attachements, les pratiques et les identités locales, plutôt que de les ignorer ou de les traiter comme des freins à dépasser. Sans cela, chaque nouvelle mesure climatique risque de devenir un nouveau motif de ressentiment territorial.



démocratie changement climatique opposition politique

Events

More events

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| Editorial Policies | Who we are |
| Community standards | Our charter |
| Republishing guidelines | Partners and funders |
| Analytics | Resource for media |
| Our feeds | Contact us |
| Get newsletter | Consent preferences |